



© TOUFIK OULMI

## **GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)**

En ce mois de septembre 2025, le Groupe UCA a décidé de suspendre sa tribune politique dans le bulletin municipal. En effet, nous entrons dans la période des 6 mois qui précède l'élection municipale de mars 2026. Sur la forme et le fond, la communication municipale est strictement encadrée par la loi et nous avons choisi, pour plus de clarté et d'équité, de ne plus nous exprimer dans ces colonnes. Nous vous retrouverons sous d'autres formes et dans d'autres lieux, et nous souhaitons une bonne rentrée à toutes et tous !

**GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE**



## GROUPE DES ÉLU·E·S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S

À l'approche des élections municipales de 2026, notre groupe des élus écologistes et citoyens souhaite réaffirmer deux valeurs essentielles : neutralité politique et équité entre les candidats. Ainsi, nous avons décidé de ne plus publier de nouvelles tribunes dans le journal municipal à partir du mois de septembre 2025, début de la campagne pour les élections municipales de mars 2026.

Cette décision vise à garantir que chaque candidat dispose des mêmes conditions d'expression sans utilisation des supports et moyens publics.

Nous vous remercions pour votre compréhension,

**LES ÉLU·E·S DU GROUPE  
DES ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S.**



## UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE

### Centre municipal de santé : une volonté de fermeture dissimulée

**D**es mois d'opacité vis à vis des salariés, soignants et administratifs, un mois sans réponse à notre courrier, la décision de transformer le centre municipal de santé en maison libérale semble devoir rester cachée.

Le CMS est un service public essentiel qui se trouve aujourd'hui dans une situation critique. Chaque jour, des centaines de Choisyens, souvent parmi les plus fragiles, y trouvent écoute, soins et accompagnement. Aujourd'hui, son existence même est menacée, victime du désengagement de la CPAM et de décisions du maire prises sans concertation. Pourtant un débat clair et transparent est nécessaire.

#### Un service public indispensable

Le centre municipal de santé, c'est :

- 5 000 consultations par an, dont une grande partie au bénéfice de publics précaires, souvent sans autre solution locale.
- Des soignants investis et compétents, dont les conditions de travail sont fragilisées et qui, malgré les incertitudes, continuent à accueillir et soigner avec professionnalisme.

• Des investissements publics récents, comme l'acquisition d'un mammographe en 2023, qui montrent la volonté affirmée de maintenir une offre de soins accessible et de qualité pour tous.

Pourtant selon nos informations, le maire et sa majorité font le choix de sa disparition au profit d'une maison de santé à venir accueillant des soignants libéraux.

Si nous avons besoin de médecins libéraux supplémentaires, ils ne peuvent prendre la place d'un centre municipal de santé.

Ces offres de soins complémentaires, ne relèvent pas des mêmes besoins ni des mêmes logiques. Il faut à tout prix conserver cette offre particulière.

#### Une urgence qui ne peut se plier au calendrier électoral.

La date butoir prévue est mars 2026 où la CPAM arrêtera de gérer nos CMS. Le choix de sa disparition ou de sa transformation mérite une large consultation des agents, des usagers, de la population et des professionnels de santé de la ville.

Une telle décision ne saurait relever d'un arbitrage gestionnaire où les choix d'austérité de Macron, Bayrou et de la majorité municipale se conjuguent.

D'autres solutions existent. Nous pouvons construire avec les professionnels du CMS, les usagers, la communauté des choisyens, un projet ambitieux de soins et de relations de soins avec l'EHPAD et la clinique notamment et une gestion partagée avec des mutuelles solidaires et des associations sociales.

Nous exigeons des réponses claires et nous plaçons résolument aux côtés et en soutien des médecins, soignants et personnels du CMS.

À l'heure où le manque de professionnels de santé laisse de nombreux Choisyens sans médecin, les obligeant parfois à se rendre dans les communes voisines pour accéder à un médecin, la majorité municipale peut encore choisir la voie du dialogue, de la transparence et revenir sur son projet.

**LES ÉLUS DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE**

